

## Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **83**  
Fournitures

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : CDG 83 - Centre de Gestion FPT du Var  
Correspondant : Godail Romain, CS 70576 83041 Toulon Cedex 09. tél. : 0494000920, Courriel : [romain.godail@cdg83.fr](mailto:romain.godail@cdg83.fr),

Adresse internet : <http://www.cdgvar.fr/>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://cdg83.e-marchespublics.com>.

**Objet du marché : le suivi d'une solution existante, le déploiement et la maintenance de la gestion électronique de documents/records management (ged/rm) actuellement en production au sein du cdg 83..**

*Type de marché de fournitures* : achat

*CPV - Objet principal* : 48613000.

L'avis implique un marché public.

*Caractéristiques principales* :

Le suivi d'une solution existante, le déploiement et la maintenance de la Gestion Electronique de Documents/Records Management (GED/RM) actuellement en production au sein du CDG 83.

*Estimation de la valeur (H.T.)* : 139000 euros.

*Refus des variantes.*

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : .

Prestations divisées en lots : non.

*Durée du marché ou délai d'exécution* : 60 mois à compter de la notification du marché.

*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature* : français.

*Unité monétaire utilisée, l'euro.*

*Conditions de participation* :

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat* :

*Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature* :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après)

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction

de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après.)

-Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

-Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

-Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :*

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (*disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>*)

-Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (*disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>*)

-Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent

être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

*Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :*

-Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail -Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2) -Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays -Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté  
La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- Valeur technique appréciée selon la qualité, la pertinence et la précision des explications fournies pour chacun des sous-critères énoncés dans le cadre de mémoire technique : 60%;
- Prix des prestations : 40%.

*Type de procédure :* procédure adaptée.

*Date limite de réception des offres :* 27 Juillet 2020 à 12:00.

*Autres renseignements :*

*Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :* 2020-03.

*Date d'envoi du présent avis à la publication :* 18 Juin 2020.

*Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :* CDG 83 - Centre de Gestion FPT du Var , adresse internet : <http://cdg83.e-marchespublics.com> .

*Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :* CDG 83 - Centre de Gestion FPT du Var , adresse internet : <http://cdg83.e-marchespublics.com> .

*Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :* CDG 83 - Centre de Gestion FPT du Var , adresse internet : <http://cdg83.e-marchespublics.com> .

*Instance chargée des procédures de recours* : Tribunal Administratif de Toulon Sis 5 rue racine  
CS 40510 83041 Toulon cedex 9 , tél. : 0494427930 , télécopieur : 0494427989 , courriel :  
[greffe.ta-toulon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulon@juradm.fr) .

*Adresse à laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus* : CDG 83 -  
Centre de Gestion FPT du Var , adresse internet : <http://cdg83.e-marchespublics.com> .